

Le Régime d'accumulation dans le Cône Sud-Américain depuis les années 1990

Crise de régulation ou crise d'accumulation ?

Alexis Saludjian ¹

Résumé

Cet article étudie les formes prises par le régime d'accumulation en Argentine et au Brésil depuis la décennie 1990. Malgré la hausse de la productivité du travail la population de ces pays n'a pas bénéficié de manière homogène de la croissance. Les salariés ont notamment été particulièrement touchés par la volatilité macro-économique et exclus de la croissance économique. L'article propose un guide illustratif sur l'expérience de ce régime de croissance excluant, ainsi qu'une première évaluation des gouvernements Lula (Brésil) et Kirchner (Argentine) en terme de ruptures/continuité de ce régime d'accumulation.

Mots clé

régime de croissance, volatilité des salaires, volatilité macro-économique, Argentine, Brésil.

Abstract

The Accumulation Regime in the Southern American Countries since the 1990s. Regulation Crisis or Accumulation Crisis?

This article sheds light on the paths of Argentina's and Brazil's growth regimes since the 1990s. Despite the labour productivity increase, growth has not benefited the population homogenously. Wage earners have been particularly affected by macroeconomic volatility and excluded from the benefits of economic growth. The economies of these two countries have been used to illustrate the excluding growth regime. The analysis has placed particular emphasis on the ruptures and continuities of the Kirchner's and Lula's administrations. Titre en anglais.

Key words

growth regime, wage volatility, macroeconomic volatility, Argentina, Brazil.

JEL classification : J31, E44, O54, C23

Pour citer cet article

Alexis Saludjian, « Le Régime d'accumulation dans le Cône Sud-Américain depuis les années 1990. Crise de régulation ou crise d'accumulation ? », *Revue de la régulation*, n°1, Varia, [En ligne], mis en ligne le 15 juin 2007.

URL : <http://regulation.revues.org/>

¹ Docteur en Sciences Economiques, Université de Paris 13, CEPN-CNRS UMR 7115 et GREITD, courriels: alex_saludj@yahoo.fr et saludjian@seg.univ-paris13.fr. Lauréat de la bourse Lavoisier du Ministère des Affaires étrangères à l'Univeridade Federal do Espirito Santo (UFES-CCJE, Vitória, Brésil).

Le Régime d'accumulation dans le Cône Sud-Américain depuis les années 1990.

Crise de régulation ou crise d'accumulation ?

Alexis Saludjian

L'objet de cet article est double. D'une part, et de façon principale, il vise à donner des arguments empiriques à la thèse de la croissance excluante qui a eu lieu en Amérique latine depuis la décennie 1990. D'autre part, nous tenterons d'évaluer dans quelle mesure les gouvernements de Lula au Brésil et Kirchner en Argentine ont, dans les faits, modifié cette trajectoire. En effet, tous deux se présentaient en rupture avec le régime d'accumulation précédent.

Selon les partisans de la thèse de la croissance excluante, celle-ci, quand elle était présente, n'a pas bénéficié de manière homogène à la population de ces pays constituant une première spécificité de ce régime d'accumulation. Cette période se caractérise par la réduction du rythme de croissance du revenu du travail par rapport au revenu total, c'est-à-dire une tendance à la baisse de la participation du travail dans le revenu.

Cette perte d'importance relative s'est accompagnée d'un niveau de flexibilisation accru qui a conduit à un taux de chômage structurellement élevé et à une certaine institutionnalisation du secteur informel (Lautier 2003). En effet, l'internationalisation des systèmes de production et de distribution, les changements technologiques et l'intensification de la concurrence se combinent pour provoquer des transformations profondes dans le rapport salarial, augmentant l'exclusion sociale. A cela s'ajoute l'explosion de crises financières de caractère cyclique qui génèrent des récessions et l'augmentation généralisée du chômage (Lautier et Marques Pereira, 2004), (Salama et alii, 2003), (Dias David, 2001), (Saludjian, 2006).

Le travail représente la source essentielle des revenus des groupes à moyen ou bas salaires dans les régions urbaines. Dans un contexte de régime de croissance à dominante financière, cet élément a été déstabilisé et attaqué par une forme de production basée sur certains pôles modernes qui nécessitent peu de main d'œuvre (Chesnais, 2004). Or ces secteurs à haute productivité et à haute technologie n'ont pas été générateurs d'emploi en grand nombre et ont été peu diffuseurs de technologie. La majorité de la population des classes sociales moyenne et pauvre a été employée dans des secteurs peu rémunérateurs à faible productivité (Salama, 1996 et 2000), (Katz, 2001), (Stallings et Peres, 2001), (Pizarro, 2001).

Les salariés du Cône sud-américain ont été particulièrement touchés par la volatilité de la croissance et exclus des fruits de la croissance économique. Cet article évalue

les effets de la volatilité macro-économique sur le marché du travail². Pour aborder l'incertitude économique et la croissance excluante dans le Cône sud-américain nous présentons une étude originale de décomposition de la volatilité des salaires réels. Trois sources d'incertitude économique sont ainsi identifiées ; elles permettent d'évoquer des recommandations de politique économique spécifiques (sections I et II). Dans la dernière section, nous évaluons les éventuelles modifications de régime d'accumulation ou de régime de régulation depuis le début des années 2000.

1. Un regard sur l'évolution du PIB et des salaires en Argentine et au Brésil durant la décennie 1990

1.1. Quid du travail, des salaires et de la productivité du travail dans le Cône sud-américain

1.1.1. Productivité du travail dans les années 1990

L'accroissement de la productivité du travail a été déconnecté des évolutions de l'emploi et de la part du travail dans le revenu total, soulignant ainsi une des caractéristiques fondamentales de ce régime de croissance financiarisé inégal et excluante (Katz et Stumpo 2001), (Moltimore et alii, 2001), (Frenkel et Rozada, 2001). Pour mettre en évidence cette déconnexion, nous étudions, dans les deux tableaux suivants, l'évolution de la productivité du travail en Argentine et au Brésil depuis les années 1970.

L'étude de J. Katz (2001) présente des données indiquant l'augmentation (en taux de croissance) de la productivité du travail, de l'emploi et de la production industrielle dans le Cône sud-américain et aux Etats-Unis d'Amérique, ce qui donne un élément de comparaison (voir les tableaux 1 et 2).

Tableau 1 : Taux de croissance (en %) de la production industrielle, de l'emploi et de la productivité du travail en Argentine, au Brésil et aux Etats-Unis d'Amérique (secteur manufacturier), 1970-1996

| Pays | Production industrielle | | Emploi | | Productivité du travail | |
|------------|-------------------------|---------|---------|---------|-------------------------|---------|
| | 1970-96 | 1990-96 | 1970-96 | 1990-96 | 1970-96 | 1990-96 |
| Argentine | 1,18 | 4,87 | -2,62 | -3,15 | 3,80 | 8,02 |
| Brésil | 2,81 | 2,26 | 0,95 | -6,41 | 1,86 | 8,67 |
| Etats-Unis | 2,39 | 5,04 | 0,35 | 0,30 | 2,04 | 4,74 |

Source : (Katz, 2001, p.60).

Calculs réalisés sur la base du Programme d'Analyse des Dynamiques Industrielles (PADI) de la CEPAL.

Tableau 2 : Productivité du travail industriel en % par rapport à celle du secteur manufacturier des Etats-Unis d'Amérique (base : Etats-Unis d'Amérique = 1 en 1970), 1970-1996

| Pays | 1970 | 1980 | 1990 | 1996 |
|-----------|------|------|------|------|
| Argentine | 0,42 | 0,41 | 0,55 | 0,67 |
| Brésil | 0,28 | 0,26 | 0,29 | 0,37 |

Source (Katz, 2001, p. 60).

Calculs réalisés sur la base du Programme d'Analyse des Dynamiques Industrielles (PADI) de la CEPAL.

² Dans un précédent travail, nous avons étudié en détail les trajectoires de croissance et de volatilité macro-économique des pays du Mercosur (Saludjian, 2004).

Pour chaque pays, le tableau 1 différencie les taux de croissance (en pourcentage) de la période 1970-1996 et de la sous-période 1990-1996. Cette dernière période vise à isoler les effets des réformes structurelles du Consensus de Washington des années 1990. En première analyse, durant la période 1970-1996, le taux de croissance de la productivité du travail dans le secteur manufacturier a augmenté de 3,80% en Argentine, 1,86% au Brésil et 2,04% aux Etats-Unis d'Amérique. De 1990 à 1996, l'évolution de la productivité du travail a connu une croissance remarquable : 8,02% en Argentine, 8,67% au Brésil et 4,74% aux Etats-Unis d'Amérique.

Le taux de croissance de la production industrielle en Argentine a augmenté de 1,18% durant la période 1970-1996, mais de 4,87% entre 1990-1996. Aux Etats-Unis d'Amérique, ce taux de croissance a été de 2,39% durant la période 1970-1996 et de 5,04% durant la période 1990-1996. A l'inverse, au Brésil, les taux de croissance de la période des réformes structurelles sont inférieurs à ceux de la période 1970-1996.

Ce panorama général des taux de croissance de la productivité du travail et de la production industrielle doit être mis en parallèle avec le taux de croissance de l'emploi. Durant la période 1970-1996, seule l'Argentine a connu un taux de croissance de l'emploi négatif (-2,62%) alors que les autres pays considérés connaissaient une croissance de l'emploi très faible, mais positive : 0,95% au Brésil et 0,35% aux Etats-Unis d'Amérique. Ces taux de croissance faiblement positifs ou négatifs sont caractéristiques de ce type de régime de croissance destructeur d'emplois qui se met en place dès la fin des années 1970 et se consolide à partir des années 1990. Durant la période 1990-1996, seuls les Etats-Unis d'Amérique ont un taux de croissance de l'emploi positif, mais faible de 0,30%. Les données indiquent des taux fortement négatifs (-3,15% en Argentine et -6,41% au Brésil) donnant une idée de la situation désastreuse de l'emploi dans ces pays.

La même étude permet néanmoins de relativiser les augmentations certes importantes de productivité du travail de l'Argentine et du Brésil en les comparant à celles des Etats-Unis d'Amérique (année de base 1970). Ainsi, obtient-on une indication de l'écart de productivité du travail entre ces deux pays du Cône sud-américain et les Etats-Unis d'Amérique qui sert alors de base de comparaison (voir tableau 2). La productivité du travail dans les différents pays du Mercosur est égale à l'unité si cet indicateur est du même niveau que celui des Etats-Unis d'Amérique. Pour connaître le rôle des réformes structurelles des années 1990 dans cette augmentation de productivité du travail dans le Cône sud-américain résulte J. Katz étudie les chiffres pour la première année des décennies 1970, 1980 et 1990 ainsi que pour la dernière année disponible dans son étude (1996).

Selon ce même auteur, les politiques d'Industrialisation par Substitution d'Importation (ISI) des années 1950-1970 en Argentine ont permis à ce pays d'atteindre, en 1970, 42% du niveau de productivité du travail des Etats-Unis. Les réformes structurelles des années 1990 et la mise en place du Mercosur ont permis à la productivité du travail d'atteindre 67% du niveau des Etats-Unis d'Amérique en 1996 contre 55% en 1990. Le rattrapage en termes de niveau de productivité du travail avait donc été principalement comblé avant les réformes structurelles. Tel n'a pas été le cas du Brésil qui a vu sa productivité du travail s'élever à partir des années 1990 (de 29% du niveau des Etats-Unis en 1990 à 37% en 1996).

De cette analyse issue des travaux de J. Katz, nous retenons que la productivité du travail a fortement augmenté à partir des années 1990 (tableau 1) même si ces niveaux demeurent bien inférieurs au niveau des Etats-Unis (tableau 2). L'emploi a été le grand perdant de cette période (tableau 1).

La productivité du capital dans la région (huit pays : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Mexique, Pérou) s'est améliorée surtout si l'on prend en compte les résultats négatifs d'avant 1980. Toutefois, comme le souligne la CEPAL

(2003), « cette amélioration a été insuffisante pour améliorer l'effectivité globale de la mise en valeur des ressources productives dans la région et partant, pour accroître le taux de croissance du produit » (p. 128). Selon cette même étude, le taux de croissance de la productivité totale des facteurs a en moyenne baissé dans les années 1990 (de 1,6%) par rapport à la période 1950-1980 (de 2%) (CEPAL, 2003). Toujours en comparant la période 1950-1980 avec celle de 1990-2000, la productivité totale des facteurs en l'Argentine est passée de 1,5 à 3,2%, celle de la productivité de la main d'œuvre de 2,5 à 3,6% et enfin celle de la productivité du capital de -0,8 à 1,2%. Au Brésil, ces mêmes productivités passent respectivement de 2,6 à 0,4%, de 3,9 à 0,9% et de -3,3 à -1,0%. Cela dénote donc une certaine amélioration dans le cas argentin contre une réelle détérioration dans le cas du Brésil.

Une analyse sectorielle de la CEPAL (2004, p. 33-35) peut consolider cette étude de l'évolution spécifique de la productivité du travail. Sur la période 1970-2002, dans le secteur primaire le taux moyen annuel de croissance de la productivité du travail était de 4,1% dans l'agriculture et de 6,8% dans l'extraction (mines) atteignant même 4,4% et 12,6% respectivement entre 1991 et 1997. Dans le secteur secondaire (industrie et BTP), après une longue phase de stagnation (1970-1990) la productivité du travail a connu une croissance de 2,6% (industrie manufacturière) et de 4,4% (BTP) entre 1990-1997 pour ensuite décroître durant la période 1998-2002 de -1,9 et 2,8% par an respectivement. Enfin, dans le secteur tertiaire la productivité du travail a connu une baisse soutenue durant la décennie 1980 (-2,6% l'an) puis une récupération en 1990-2002 (2,7%) correspondant à la période de restructurations dans les services publics et le secteur financier (privatisations et investissements étrangers, rationalisation des ressources humaines dans les entreprises privées).

L'étude de la distribution fonctionnelle du revenu au Brésil et en Argentine renforce notre propos. En effet, au Brésil entre 1995 et 2002 la part des salaires dans le revenu total des entreprises non financières est passée de 60,3% à 42,2% soit une perte de près de 30% en moins de 10 années qui correspondent à la période de libéralisation et du Plan Real³. En Argentine, l'absence d'étude spécifique sur les années 1990, nous oblige à avoir recours à des chiffres concernant une période plus longue⁴. La part de la masse salariale dans la richesse totale est passée de 50,8% à la fin de la première époque du général Peron en 1954 à seulement 24% en 2004 soit une réduction de moitié en un demi-siècle⁵.

Ce détour par l'analyse du niveau de productivité du travail et la distribution fonctionnelle du revenu permet de mieux caractériser ce régime de croissance excluant.

1.1.2. L'évolution des salaires réels durant les années 1990

La décomposition de la volatilité des salaires réels nécessite une présentation de l'évolution des niveaux de salaires réels moyens au Brésil et en Argentine⁶.

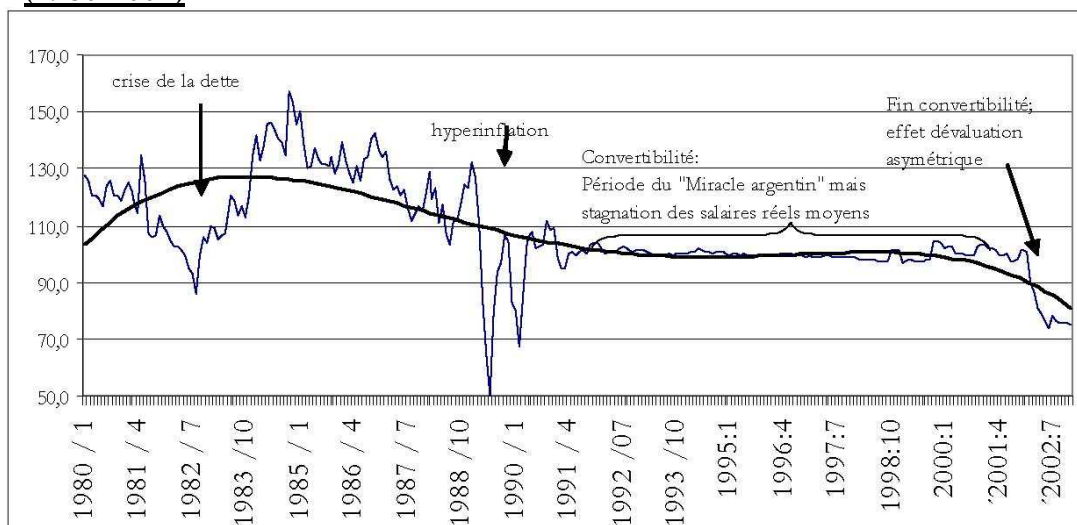
³ Chiffres tirés de Bruno (2005), basés sur les données DECNA/IBGE.

⁴ Pour des données sur la distribution fonctionnelle en Argentine et les raisons du peu d'études disponibles depuis 1975, voir les travaux de J. Lindenboim : <http://www.econ.uba.ar/www/institutos/economia/Ceped/>.

⁵ Voir (Zaiat, 2005) qui s'appuie sur les travaux de J. Lindenboim.

⁶ Comme le constatent nombre de chercheurs spécialisés dans l'étude des niveaux de salaires dans ces pays (notamment Wood (1997, p. 40 et 55)) ces données sont relativement difficiles à mobiliser surtout en séries longues et homogènes. Ces raisons nous amènent à centrer notre étude sur l'Argentine et le Brésil. Pour le Brésil, l'étude en données mensuelles sur les deux dernières décennies sont disponibles (Ipeadata, 2003) mais ces chiffres sont bruts et non-désaisonnalisés. Une telle analyse amène à développer des considérations qui dépassent le cadre de ce travail. Ainsi, nous présentons des données trimestrielles et annuelles au Brésil et en Argentine sur la décennie 1990. Dans le cas de l'Argentine, ces problèmes existent également mais nous disposons d'une série mensuelle déflatée et homogénéisée réalisée par la CEPAL-Buenos-Aires qui est éclairante.

Graphique 1 : Argentine : Évolution du salaire réel moyen dans l'industrie (1980-2002)



Source: CEPAL, 2003, Bureau de Buenos-Aires.

Note: Données mensuelles (1980/1: janvier 1980). Définition du salaire réel moyen dans l'industrie d'après la CEPAL,

Bureau de Buenos-Aires: «Celui-ci correspond au salaire moyen normal et permanent défini comme la somme des salaires de base (en incluant les heures supplémentaires et les primes). Valeurs avec saisonnalité (mois d'été soit décembre-février).

Stationnarité des séries non corrigées. De plus, les salaires réels se définissent par le montant des salaires nominaux

mensuels déflatés par la moyenne de l'IPC du mois suivant comme estimateur des prix à la fin du mois ». La courbe en noir (trait gras) correspond à une courbe de moyenne sur la période.

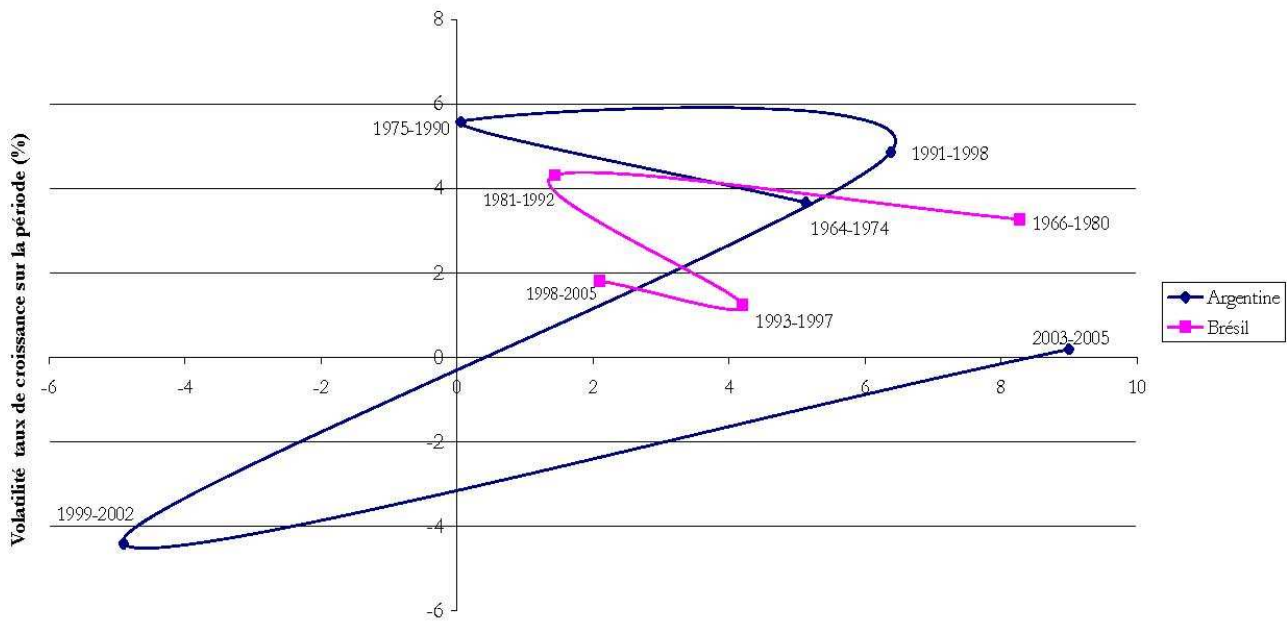
L'Argentine (graphique 1), a connu ainsi des périodes extrêmement instables durant les crises hyper inflationnistes. L'élément remarquable a été la relative stabilité des niveaux de salaires réels moyens à partir des plans de stabilisation macro-économique. En effet, durant la convertibilité argentine et malgré la volatilité du taux de croissance du PIB réel, les salaires argentins sont restés stationnaires. Cette remarque pourrait paraître positive si la période considérée était caractérisée par une croissance faible ou nulle. Or, durant une part importante de cet épisode de la convertibilité, l'Argentine a connu à de nombreuses reprises des taux de croissance très élevés et les salaires n'ont absolument pas bénéficié des périodes de cette forte croissance du réel⁷. Certains économistes libéraux notent également que les salaires n'ont pas baissé pendant les baisses du taux de croissance après l'effet tequila (1995) notamment, soulignant le caractère rigide des salaires à la baisse comme à la hausse dû à l'insuffisante flexibilisation du marché du travail, au poids trop important des syndicats et des fonctionnaires (Williamson et Kuczynski, 2003).

Durant la décennie 1990, les évolutions des taux de salaires réels (par année ou en moyenne sur 4 années/semestres mobiles) mais aussi de sa volatilité (graphique 2) apportent des éléments intéressants qui confirment les trajectoires différentes du Brésil et de l'Argentine.

⁷ Ce constat est également fait par (Stallings et Weller, 2001, p. 190) qui soulignent que durant les années 1990 « l'Argentine a été l'exception à la règle, car en dépit des forts taux de croissance, aucune amélioration du niveau des salaires n'a été enregistrée ».

Graphique 2 : Trajectoires de croissance et de volatilité en Argentine et au Brésil (1960-2005)

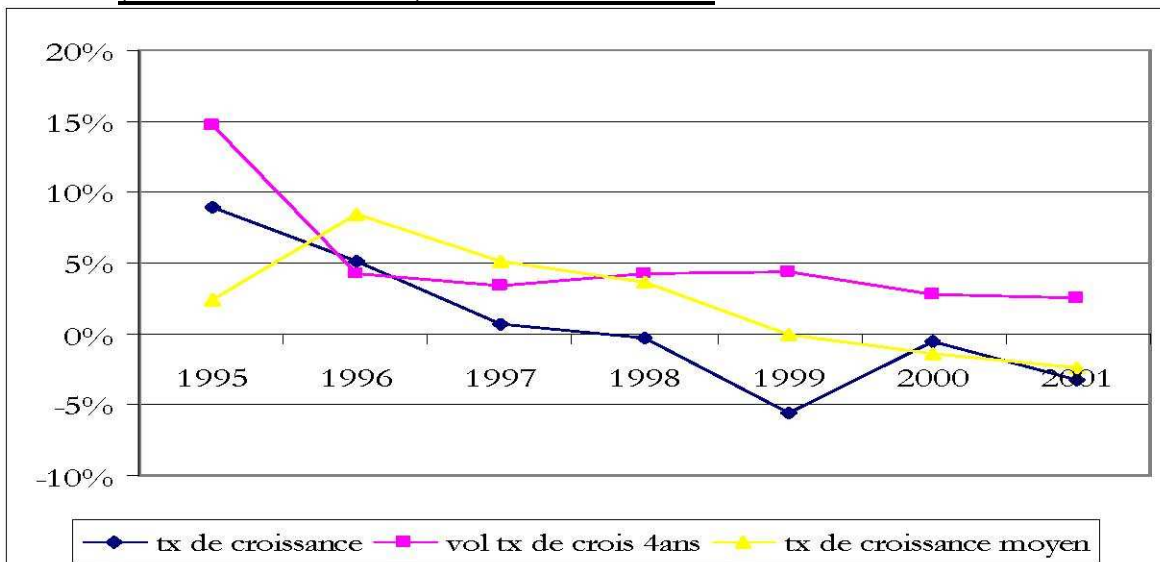
Trajectoire de croissance et de volatilité (Argentine, Brésil) 1960-2005



Source : Calculs de l'auteur à partir des bases de données Banque mondiale (WDI) et CEPAL.

L'évolution de la volatilité et du taux de croissance moyen des salaires réels (en données annuelles et semestrielles, graphiques 3 et 4) confirme la divergence de tendances des taux de croissance du PIB réel déjà mise en lumière (Saludjian, 2004).

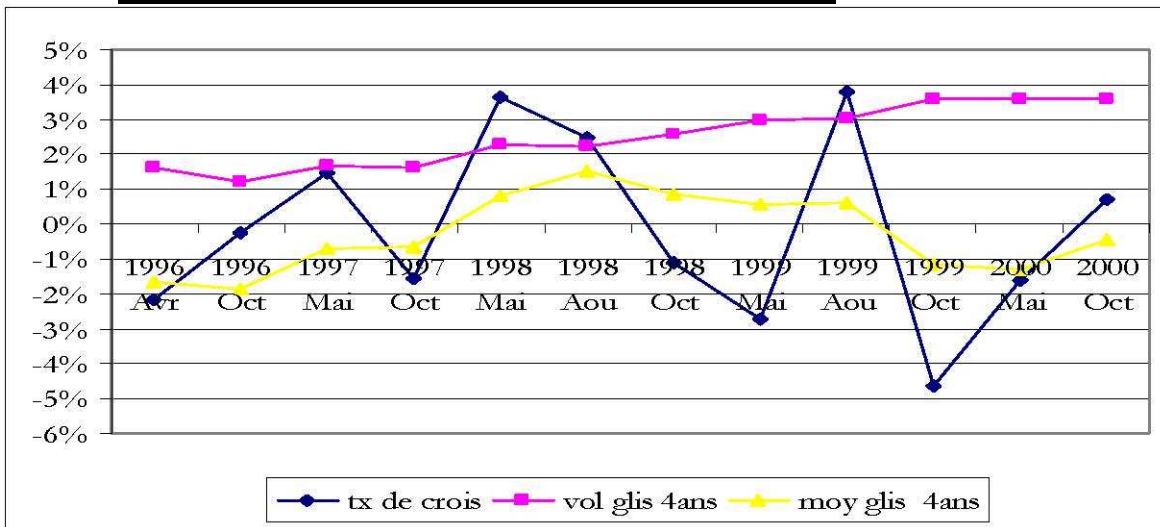
Graphique 3 : Brésil : Volatilité et taux de croissance du salaire réel moyen (en Reais de Jan 2000) sur 4 années mobiles



Source : IPEA-MTE, 2003.

Note : Les salaires correspondent à des salaires moyens dans toutes les régions métropolitaines.

Graphique 4 : Argentine (Total Agglomérations urbaines): Evolution taux de croissance des salaires réels moyens (pesos courants)



Source : INDEC, 2003.

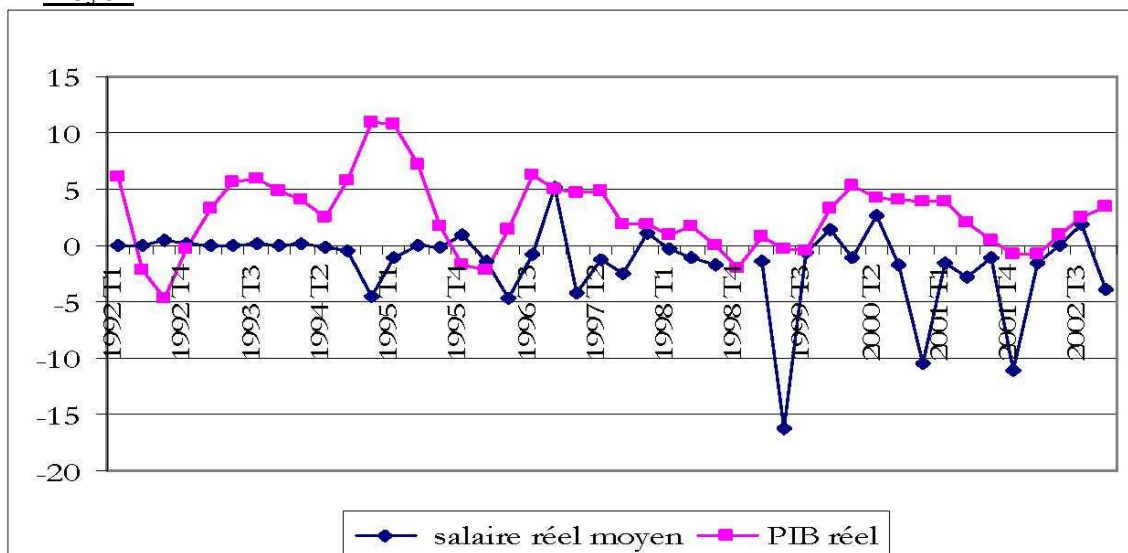
Note : Salaire moyen en pesos courants (pendant la convertibilité)

Au Brésil la tendance est plutôt à une volatilité macro-économique faible, mais avec une croissance faible des salaires réels. En revanche en Argentine, la volatilité est élevée et les taux de croissance des salaires réels sont faibles ou négatifs.

1.2. Evolution des taux de croissance du PIB et du salaire réel en regard

Les évolutions des taux de croissance du PIB et du salaire réel moyen sont mises en regard dans le graphique 5.

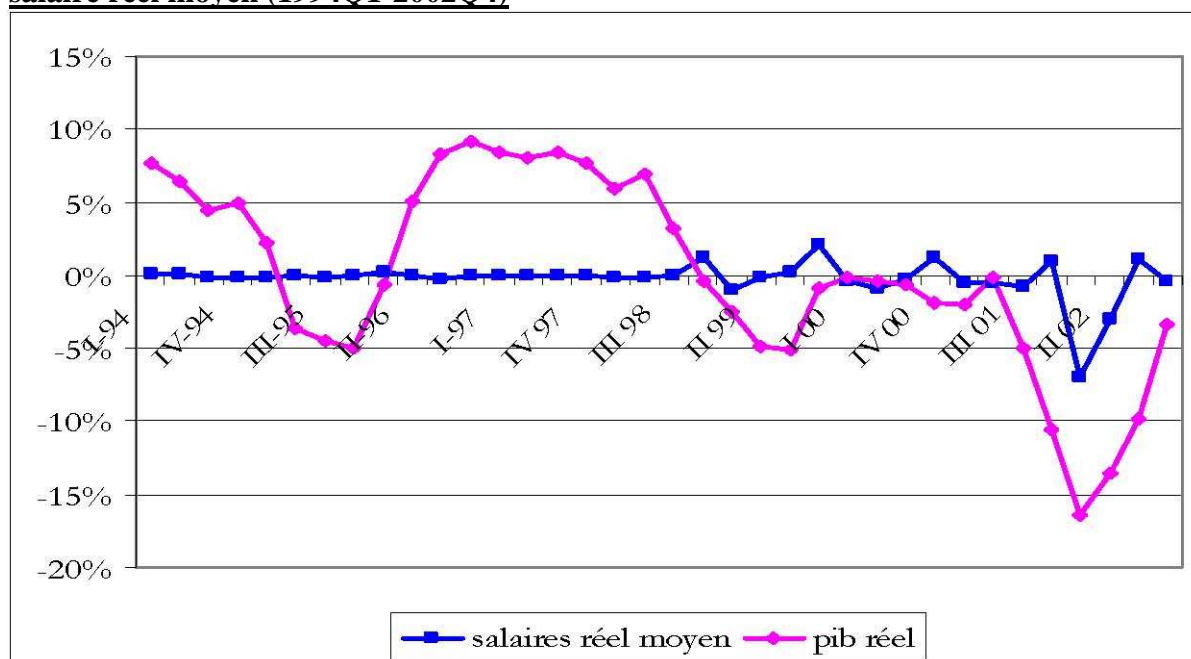
Graphique 5 : Brésil : Taux de croissance du PIB réel et du salaire réel moyen



Source : Ipeadata, 2003.

Salaires : même définition que précédemment.

Graphique 6 : Argentine : Evolution du taux de croissance du PIB et du salaire réel moyen (1994Q1-2002Q4)



Sources : Pour le PIB : INDEC, Dirección Nacional de Cuentas Nacionales, 2003. Pour les Salaires : CEPAL, 2003, Bureau de Buenos-Aires.

Ces données seront mobilisées dans la section suivante pour décomposer la volatilité du salaire réel moyen. Elles montrent des évolutions différentes en Argentine (blocage des salaires malgré la croissance élevée) et au Brésil.

Avant d'étudier dans la seconde partie les résultats de la décomposition de la volatilité des salaires suivant l'approche proposée par D. Rodrik, il faut signaler que la taille de l'échantillon permet de mener un test de causalité entre le taux de croissance du PIB réel et celui des salaires (en Argentine et au Brésil). Les tests développés par Granger donnent une information sur le sens et l'existence d'une telle causalité (Granger, 1969). Comme le précise R. Bourbonnais, « la variable y_{2t} est la cause de y_{1t} si la prédictibilité de y_{1t} est améliorée lorsque l'information relative à y_{2t} est incorporée dans l'analyse. [...] Le terme de prédictibilité semble préférable au terme de causalité, en effet dire que y_t cause x_t signifie seulement qu'il est préférable de prédire x_t en connaissant y_t que sans le connaître » (Bourbonnais, 1998, p. 264). Ces tests s'effectuent pays par pays.

La notion de causalité ne doit pas s'entendre de manière littérale, mais bien statistique : à partir des données observées, le test calcule des valeurs attendues de cette variable et compare ensuite cette valeur estimée avec la valeur observée en appliquant un certain nombre de retards et de décalages entre les deux séries de variables.

Tableau 3 : Tests de causalité : volatilité macro-économique et volatilité des taux de salaire réel moyen

| | Nombre de retards (2) | Nombre d'observations | $Tx_{wage} \rightarrow Tx_{pib}$ | $Tx_{pib} \rightarrow Tx_{wage}$ |
|---------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Argentine 1994Q1-2002Q4 | 2 | 34 | NON 0.675 | OUI 3.270** |
| Brésil (1) 1988M1-2002M12 | 4 | 229 | OUI 22.533* | OUI 4.082* |

Source : Calculs de l'auteur. Logiciel Eviews

Notes : * significatif au seuil de 1%; ** significatif au seuil de 5 %

Données mensuelles : IPEAdata 2003 taux de croissance à partir du PIB exprimé en prix de marché en base 100.

Nous fixons un retard plus court dans le cas de l'Argentine en raison du niveau plus élevé de la volatilité dans ce pays

Dans ce type de test, le niveau de la volatilité du PIB importe peu puisque l'on s'intéresse au sens de la relation entre l'évolution de ces deux variables.

En Argentine, les salaires étant bloqués sur une longue période, il est normal qu'ils n'influencent pas la variation du PIB réel et que le test de Granger soit négatif dans ce sens. Ce résultat constitue une réfutation empirique dans le cas du Mercosur de l'argument néoclassique qui considère que le maintien du niveau –relativement bas des salaires– a une influence positive sur la croissance⁸. L'argument souligne la nécessité de flexibiliser le marché du travail et de briser la rigidité des salaires à la baisse⁹. Dans le cas de l'Argentine de 1994 à 2002, la causalité est au contraire vérifiée dans le sens inverse : la variation du PIB « cause » au sens de Granger la variation des salaires.

Dans le cas brésilien, ce test montre la forte relation de type circulaire et entretenue entre variation du PIB et variation des salaires sur la période considérée.

Ces résultats constituent une première approximation des liens entre variations macro-économiques et salaires.

2. Décrochage des salaires et de la croissance à la lumière de la décomposition de la volatilité des salaires réels

2.1. Résultats de la décomposition de la volatilité des salaires réels

Les résultats sont synthétisés dans le tableau ci-dessous et indiquent pour chaque pays, et pour chaque période, la décomposition en pourcentage de la volatilité du salaire réel moyen en trois termes¹⁰ :

un terme qui capte les perturbations macro-économiques (%PIB-macro) ;

un %) terme qui capte les perturbations idiosyncrasiques c'est-à-dire propres du ménage ou travailleur qui perçoit le salaire moyen (%wpib-idiosyncrasique) ;

un terme qui prend en compte la covariance entre les taux de croissance du PIB et l'écart entre le taux de croissance du salaire et celui du PIB (%cov-pro/anti cyclique). Ce terme est positif si le taux de croissance du salaire réel est pro-cyclique c'est-à-dire si le salaire réel augmente plus que la moyenne en période de croissance, mais ralentit plus que la moyenne également en période de ralentissement. Si ce terme est négatif alors l'évolution du taux de salaire sera contra-cyclique .

La somme de ces trois termes (qui expriment pour chaque période et chaque pays le pourcentage de la volatilité totale des salaires). La somme doit donc être égale à 1 (100 %) ¹¹.

⁸ Voir notamment les articles concernant la « nécessaire » flexibilisation du marché du travail dans l'ouvrage du « post-consensus de Washington » : (Williamson et Kuczynski, 2003).

⁹ Malgré son intérêt, nous ne pouvons –dans le cadre de cet article– nous attarder sur la vérification de l'argument keynésien qui voit dans l'évolution des salaires (via la demande effective) un moyen de dynamiser la croissance économique. Nous pouvons également faire référence à Kalecki (1939) que nous avons mobilisé dans (Saludjian, 2005-1).

¹⁰ Pour une présentation précise de la logique de l'analyse se référer à (Rodrik, 2001).

¹¹ Comme nous le verrons dans les conclusions, les résultats présentent des sommes qui dépassent parfois l'unité et qui sont l'expression non pas d'erreurs de calcul mais de limites intrinsèques à ce type de décomposition et calculs.

Tableau 4 : Résultats de la décomposition de la volatilité des salaires réels (en %) terme qui capte les perturbations idiosyncrasiques c'est-à-dire propres du ménage ou travailleur qui perçoit le salaire moyen (%wpib-idiosyncrasique)

| Pays | Années ou trimestres | %PIB Macro (1) | %wpib-idiosyncrasie (2) | %cov Pro/anti Cyclique (3) | Somme (1)+(2)+(3) |
|-----------|----------------------|-------------------|----------------------------|----------------------------------|----------------------|
| Argentine | 1993-1994 | 0 | 107 | -4 | 104 |
| Argentine | 1999 Q4- 2000 Q3 | 6 | 149 | -41 | 114 |
| Brésil | 1991-1994 | 17 | 96% | -10 | 103 |
| Brésil | 1995-1999 | 12 | 59 | 23 | 94 |
| Brésil | 1999 Q2- 2002 Q1 | 16 | 85 | -1 | 100 |

Source : Calculs de l'auteur selon données Banque mondiale, CEPAL, INDEC, IPEA et OIT.

La décomposition de la volatilité du taux de croissance du salaire réel moyen est problématique dans le cas de l'Argentine. En effet, comme nous l'avons déjà évoqué, les salaires ont été bloqués durant une longue période, les années 1990. Il n'est donc pas surprenant que dans les deux sous-périodes considérées (1993-1994 et 1999Q4-2000Q3), ce soit le terme %wpib-idiosyncrasie (qui capte la volatilité de la différence entre le taux de salaire réel moyen et le taux de croissance du PIB réel de l'économie) qui explique le plus la volatilité du salaire réel moyen en Argentine. Le terme macro-économique (%PIB Macro) est quasi nul durant la période 1993-1994 (0,1%) mais augmente à 6% au cours de la période 1999-2000. Si la volatilité macro-économique importait peu durant la période du miracle argentin, elle refait son apparition au début de la longue et destructrice crise qui débute dès 1999-2000. Au cours des deux sous-périodes, le terme qui mesure la covariance entre l'écart taux de salaire et PIB d'une part et taux de croissance du PIB d'autre part est négatif (-3,8% et -41,3% respectivement). Les résultats soulignent le caractère contra-cyclique qui correspond au blocage et à la rigidité à la baisse, mais aussi à la hausse des salaires réels.

La méthodologie de Rodrik nous conduit à penser que la mesure de politique la plus efficace se situe au niveau idiosyncrasique. Nous reviendrons dans la section suivante sur les commentaires des résultats.

Au Brésil, trois sous-périodes peuvent être dégagées : 1991-1994 (hyper-inflation), 1995-1999 (Plan Real stabilisation macro-économique) et enfin 1999 T2-2002 T1. La décomposition de la volatilité du taux du salaire réel moyen indique dans les trois sous-périodes la prédominance du facteur idiosyncrasique (%wpib-idiosyncrasie). La période du Plan Real se singularise par rapport aux deux autres. En effet, la composante macro-économique de la volatilité du salaire diminue (de 16,8% à 12,3%), le terme idiosyncrasique également (de 96,4% à 58%) mais surtout le troisième terme (%cov) devient positif et indique le caractère pro-cyclique du salaire relatif (par rapport au PIB) du ménage. Le salaire a donc varié dans le même sens que le taux de croissance du PIB. On pourrait alors analyser ce résultat comme un effet de rattrapage des salaires en période de croissance économique. Néanmoins, les données trimestrielles dont nous disposons et certaines analyses de la CEPAL (J. Katz) nous invitent à analyser le caractère pro-cyclique comme une modification de la structure productive et donc du marché du travail. Le fait de mobiliser des données moyennes rend difficile l'analyse de cette modification de la structure productive sectorielle puisque l'on ne dispose que d'un seul indice de salaire moyen¹².

¹² D. Rodrik reviendra sur ce point sous forme de limite interne à la méthodologie de la décomposition avec des données moyennes.

Les politiques les plus efficaces sont donc celles qui garantiront de manière spécifique à chaque travailleur moyen une certaine stabilité du salaire du ménage par rapport à l'évolution du PIB. Les politiques macro-économiques auront également des conséquences sur la volatilité du salaire réel. Le maintien de l'idiosyncrasie des ménages s'interprète selon nous comme la persistance des inégalités dans le pays et même leur consolidation.

2.2. Enseignements normatifs : à partir de la décomposition de la volatilité du taux de croissance des salaires (1992-2002)

A partir de la distinction des trois sources de la volatilité de salaires, les résultats indiquent quel type de politique sera la plus efficace pour réduire la volatilité du salaire réel moyen et donc l'insécurité économique telle que définie par D. Rodrik :

Si la cause est principalement macro-économique (%pib-macro) alors les politiques macro-économiques de stabilisation peuvent faire baisser le risque de volatilité du revenu des ménages ;

Si la cause est principalement idiosyncrasique (%wpib-idiosyncrasie) alors D. Rodrik propose l'établissement d'une assurance.

si le terme exprimant la covariance est la cause principale (%cov-Pro/anti cyclique) alors une politique de transfert s'avérerait, selon D. Rodrik, la plus efficace. L'identification des ménages permettrait des mécanismes de transferts bien ciblés.

En réalité comme nous allons le voir, il s'agira le plus souvent de trouver le bon équilibre entre ces trois types de politiques.

Si l'on reprend les sources de volatilité des salaires et la distinction en trois causes comme présentées précédemment, l'analyse peut être approfondie de manière critique.

Si la réponse reposait sur des politiques de stabilisation macro-économique, alors on est en droit de s'interroger sur le statut de la stabilité macro-économique. En effet, certaines études comme celle de la CEPAL (2004, p. 15) proposent de considérer la stabilité macro-économique comme un bien public. Cette réflexion sur le statut renvoie inévitablement sur le statut de la crise : phase anormale dans un monde à l'équilibre supposé stable ou processus faisant partie intégrante du cycle économique capitaliste. Les travaux de la théorie de la régulation (Boyer, Neffa, 2004), ceux des théories marxistes ou d'économistes des rythmes longs comme B. Rosier (et P. Dockès) traitent de ce sujet que nous ne faisons qu'évoquer tant une étude précise déborderait du cadre de cet article. Notons toutefois que les stratégies des acteurs (travailleurs, Etat, institutions, syndicats, entreprises, secteur financier, etc.) et les idiosyncrasies des pays et des relations sociales dans chacun d'entre eux influencent profondément les variables macro-économiques qui vont définir la stabilité ou la crise.

Si la réponse reposait sur l'établissement d'une assurance, alors il convient de savoir si elle est publique ou privée. Selon nous, ces politiques devraient prendre la forme de luttes contre les inégalités et la vulnérabilité face aux crises. Il s'agirait d'un partage de la croissance plus équitable entre capital et travail et de politiques contra-cycliques en période de récession pour soutenir les salaires et la demande qui en découle. Il faut alors privilégier une optique de demande qui dynamise le marché interne (et régional latino-américain par exemple). Sans ouvrir le vaste débat concernant les formes des systèmes des retraites, D. Rodrik laisse implicitement la porte ouverte aux systèmes de retraite gouvernés par le marché comme les fonds de pension malgré les piètres résultats que ceux-ci ont montrés en Argentine depuis la réforme du système de retraite par C. Menem au milieu des années 1990. Au-delà du débat fondamental concernant le système de retraites (non traité par D. Rodrik) on peut ajouter qu'une politique économique différente devrait intégrer – en amont – les préoccupations sociales et garantir une meilleure distribution des fruits de la croissance (quand elle

est présente) au bénéfice des salariés de manière à lutter effectivement contre le caractère excluant et extraverti des régimes de croissance. En période de récession, les politiques devraient viser à soutenir les salaires et veiller à ce qu'ils ne chutent pas trop afin de ne pas entamer davantage la demande et la consommation. De telles mesures n'ont pas été prises, car elles supposent un changement de cap important, mais selon nous nécessaire (Lautier, 2003, p. 81).

Si la réponse reposait sur une politique de transfert, alors il importe, comme le souligne N. Lustig (1999), que ces politiques de survie des indigents et des pauvres ne soient pas soumises aux crises et bénéficient d'un statut hiérarchiquement supérieur dans les priorités des politiques publiques surtout durant les phases d'instabilité économique¹³.

De plus, l'étude de la décomposition de la volatilité du salaire réel nous amène à formuler plusieurs remarques. Si l'objet et les préoccupations liés à la décomposition de la volatilité du salaire sont pertinents, il n'en reste pas moins que les résultats et les calculs ne sont pas toujours satisfaisants. En effet, la somme des trois composants de la volatilité du salaire n'est pas toujours égale à la volatilité du salaire (la somme est parfois légèrement supérieure ou inférieure à 100%). Les approximations successives effectuées par les institutions internationales pour l'homogénéisation des indicateurs et données mobilisées peuvent expliquer une partie de ces écarts de calculs. Ceci ne modifie cependant pas les résultats et ne joue que sur la marge des trois éléments (sans affecter le sens et le signe des résultats).

D. Rodrik souligne lui-même que le fait de passer à l'analyse par le salaire moyen réel limite les interprétations du modèle et de la décomposition¹⁴. Des analyses ont par ailleurs montré que les années 1990 ont vu l'accroissement de l'hétérogénéité productive et sociale en Amérique latine (travail qualifié en hausse et travail non-qualifié également en hausse, mais avec des salaires bloqués) (Pizarro, 2001), (Dedecca, 2001) et (Katz, 2001). L'analyse avec des données moyennes constitue donc une limite importante de ce type d'étude.

De plus, cet indicateur du revenu ne prend en considération que le secteur formel. Or le secteur informel est presque « institutionnalisé¹⁵ » dans les pays du Cône Sud. Au final, cette étude se veut un guide illustratif sur l'expérience d'un travailleur moyen¹⁶.

Il importe d'analyser les différences entre les décompositions entre périodes d'un point de vue dynamique. Si le facteur macro-économique était le principal élément de la volatilité des salaires dans une première sous-période alors les modifications que cela aura sur la structure des salaires s'accumulent dans la période suivante. Ainsi, les personnes vulnérables sont les plus touchées dans la première période (hyper-

¹³ Sur ce sujet voir (Marques-Pereira, 2003) et (Lautier, 2003) et leur proposition de réelle séparation entre le budget social de la Nation et le budget général de la Nation.

¹⁴ « Le fait de baser les calculs sur le salaire moyen de toute l'économie joue contre la finalité de la méthodologie de cette décomposition puisque cela occulte la distinction entre le risque idiosyncrasique et macro-économique. L'incidence du risque entre travailleurs est supprimée. » (Rodrik, 2001, p. 17)

¹⁵ Voir (Lautier, 2003): « On revient à la question évoquée plus haut de « l'autonomie du politique ». Il est illusoire d'espérer un consensus préalable de l'ensemble de la population pour mettre en œuvre ces propositions, de même que le démantèlement des politiques sociales et l'évolution de la répartition du revenu qui a fait de l'Amérique latine le continent le plus inégalitaire du monde n'ont pas non plus reposé sur le consensus. Il est évident qu'un tel ensemble de propositions ne peut être mis en œuvre que dans des circonstances politiques particulières. La faillite amorcée des politiques néo-libérales en Amérique latine en crée en partie les conditions ; certains événements électoraux récents également. Il est donc temps de lancer le débat » (p. 81).

¹⁶ Au Brésil, le différentiel de rémunération entre secteur formel et informel (sans couverture administrative ou à son compte) s'élevait en moyenne sur la décennie 1990 à 25% environ avec de nombreuses disparités régionales et sectorielles. Voir (IPEA-MTE, 2003, p. 46-47) et (CEP, 2003) pour une distinction entre secteurs (2 digits) en Argentine.

inflation) et leur situation s'est alors révélée d'autant plus difficile après un épisode de crise. Certains économistes (N. Lustig) proposent donc l'établissement de garanties concernant les programmes d'assistance en période de crise. Si ces mesures de sauvegarde, relevant d'une politique d'assistance, peuvent constituer un appoint ponctuel, de telles politiques ciblées ne se substituent en rien à une réelle politique sociale de caractère universel (Lautier, 2003) dans laquelle les citoyens ont des droits à la protection sociale, à l'éducation et à un travail décent (OIT).

3. Changement de régime d'accumulation ou changement de régime de régulation depuis les élections de Lula et Kirchner ?

3.1. Les nouvelles Administrations du début du millénaire en Argentine et au Brésil

Cette section s'inscrit dans la logique de l'article de R. Gonçalves (2004) qui se proposait de mener une analyse critique des politiques du gouvernement de N. Kirchner suite à la dernière crise ouverte argentine (Boyer, Neffa, 2004) et (Boyer, 2004, p. 92).

Encadré 1 : L'arrivée au pouvoir de Lula et Kirchner

Les élections présidentielles au Brésil et en Argentine (l'élection a eu lieu en octobre 2001, la « posse », le 1 janvier 02 et 2003 respectivement) se présentaient comme des moments politiques propices aux changements. En effet, l'ère de libéralisation de F.H. Cardoso (1994-2002) avait vu la croissance brésilienne stagner. La fin de la décennie Menem (1989-1999) en Argentine, meilleure élève du FMI, avait culminé par la grave crise argentine de 2001 conduisant à la démission du Président De La Rúa (parti Radical). Les programmes électoraux des candidats promettaient une rupture à la mesure des crises et des problèmes causés par le néo-libéralisme du Consensus de Washington. Il convient donc de tirer un premier bilan des actions gouvernementales des deux présidents sans que celui-ci puisse être définitif¹⁷. Précisons que nous ne mettons pas exactement sur le même plan les élections dans les deux pays. Les arrivées au pouvoir de Lula et Kirchner renvoient à des trajectoires politiques personnelles bien différentes et à des moments historiques différents. Le premier, ouvrier et syndicaliste, a été dans l'opposition depuis la création du Parti des Travailleurs tandis que le second, avocat, gouverneur de la province pétrolière de Santa Cruz de 1991 à 2003 a une longue carrière politique d'exercice du pouvoir pour le parti péroniste.

Le programme du « candidat Lula » (Carta ao Povo brasileiro) augurait d'un changement en profondeur de trajectoire d'accumulation et de croissance mettant la lutte contre la pauvreté et l'inégalité au cœur de sa politique économique. Le « président Lula » a rapidement pris le contre-pied des promesses de campagne du « candidat Lula ». Il a maintenu une politique monétaire de cible d'inflation avec un taux d'intérêt (taxa SELIC) le plus élevé au monde, garantissant aux banques nationales et étrangères des taux de rendements jamais atteints. Ces politiques libérales ont tout d'abord été présentées comme des mesures ponctuelles visant à affirmer la crédibilité du Brésil vis-à-vis des marchés financiers internationaux, du FMI et des pays du G7 et éviter un coup de marché comme cela a été le cas dans le passé. Le maintien de cette politique orthodoxe a conduit certains partis de la base alliée du PT plus « à gauche » à critiquer puis à retirer leur soutien. D'autres partis dits

¹⁷ Voir (Paulani, 2003) pour une analyse de la politique économique de Lula et (Gonçalves, 2004) pour une étude comparative éclairante des politiques de Lula et de Kirchner.

Encadré 1 suite

physiologistes¹⁸ ont cependant continué à soutenir le président Lula. La recherche d'une nouvelle stratégie d'alliance de la part du PT pour soutenir la candidature à la réélection de Lula pour les élections présidentielles de 2006 a dans un premier temps semblé fructueuse tant les sondages donnaient Lula vainqueur quels que soient ses adversaires. Alertés par ces sondages, les partis d'opposition (PSDB de l'ex-président F.H. Cardoso et le PFL) ont participé - soutenus à grand renfort du puissant groupe médiatique Globo - à la mise sous pression du PT dans les affaires de corruption d'hommes politiques des partis alliés au parti du Président Lula¹⁹.

En Argentine et malgré des différences internes importantes au sein du parti péroniste, N. Kirchner a toujours soutenu les politiques de Menem lorsque ce dernier était Président (1989-1999) même si une fois au pouvoir, il a parfois surpris en critiquant vivement la gestion de celui qu'il avait pourtant soutenu sans faille²⁰. Il s'est ainsi positionné en faveur de la renégociation de la dette privée externe au côté du Ministre de l'économie R. Lavagna (aux affaires depuis l'arrivée à la Présidence de la République par intérim de Duhalde de 2002 à 2003). Il a soutenu le boycott d'entreprises transnationales (comme Shell en avril 2005) et a appelé à faire pression sur les entreprises transnationales implantées en Argentine depuis les privatisations (comme Aguas Argentinas détenue par le groupe multinational Suez des Eaux). Sans s'étendre sur ce sujet, il importe de différencier les actions de rupture qui visent le cœur du régime d'accumulation excluant et celles qui ne l'affectent qu'à la marge. Les décisions de soutenir le processus juridique de cassation des lois (votées dans des conditions différentes par Alfonsín et Menem) amnistiant les responsables de la dictature sanglante argentine (1976-1983) sont autant de nature symbolique que politique. Concernant les appels au boycott (notamment contre l'entreprise Shell en 2005), ils ne constituent cependant qu'un jeu politique visant à faire pression et à tenter de gagner des espaces de manœuvre au niveau externe dans d'autres sphères des négociations internationales. Au niveau interne, cela permet à N. Kirchner de pouvoir se présenter comme le protecteur des intérêts supérieurs de la Nation lui rapportant ainsi un fort soutien pour les élections. Parmi les éléments qui entrent dans ce jeu de pouvoir, notons la renégociation de la dette et l'éventuelle rénovation des accords avec le FMI, les tarifs des entreprises publiques privatisées sous Menem, la volonté de promouvoir la création d'un acteur latino-américain public des hydrocarbures notamment avec le Venezuela. Cette confrontation dans le rapport de force, fait à la marge, n'a cependant pas signifié une modification structurelle du régime d'accumulation excluant que certains auteurs comme E. Basualdo (2001) font remonter à la mise en place du coup d'Etat militaire de 1976.

Source : Elaboration de l'auteur

3.2. Grille d'analyse sur la nature de la crise

Afin de structurer notre propos sur l'évaluation des politiques économiques depuis l'arrivée au pouvoir des administrations Lula et Kirchner, nous mobiliserons les cinq formes institutionnelles de la théorie de régulation²¹ (Boyer, 2004, p. 39)

¹⁸ Partis sans programmes clairement définis pour lesquels les électeurs se décident en fonction de la personnalité du candidat ou de la candidate. Ces partis définissent ensuite leur soutien pour tel ou tel parti plus structuré (PT, PSDB, PMDB, PL) en fonction d'espace de pouvoir et d'influence. La crise politique depuis juin 2005 concerne justement l'un de ces petits partis physiologistes et du trafic d'influence du PTB (allié du PT) *via* son ex-Président, Roberto Jefferson.

¹⁹ Au fil des mois de juin et juillet 2005, ces affaires de corruption ont pris une grande ampleur amenant une grande partie de la direction historique du PT à démissionner et à répondre d'actes de financement illégal de partis politiques impliquant des sommes de plusieurs dizaines de millions de Reaes.

²⁰ Menem tout comme E. Duhalde.

²¹ Nous suivons ici les remarques faites par les rapporteurs de la première version proposée de

Le régime monétaire occupe une place importante dans l'analyse tant la mise en place de la convertibilité en Argentine (en avril 1991) a conditionné la sortie de l'hyperinflation dans un premier temps mais a ensuite constitué une véritable camisole de force pour l'économie argentine jusqu'à la pésification forcée de l'économie en janvier 2002 au plus fort de la crise ouverte en argentine. A la différence de la mesure votée par le Parlement argentin instituant le « uno a uno » (un peso argentin pour un dollar étasunien), le Plan Real entré en vigueur au Brésil en juillet 1994 n'est pas une mesure ayant force de loi. Le processus d'hyperinflation a bien été cassé mais des bandes de flottement étant prévues jusqu'à leur élargissement conduisant à la dévaluation du Real brésilien début 1999. Depuis le changement de régime monétaire dans les deux pays, l'Argentine bénéficie, depuis 2003, d'une politique de taux de change bas dynamisant les exportations contrairement au Brésil dont le Real s'est valorisé, depuis 2004, face au dollar étasunien entraînant des conséquences inverses sur la compétitivité prix des exportations de ce pays.

Les conséquences sur la forme de la concurrence ont été nombreuses et le trait essentiel de cette période d'ancrage au dollar étasunien est la forte libéralisation, déréglementation et privatisation, notamment des entreprises publiques, de manière plus profonde en Argentine qu'au Brésil. Les flux d'investissements directs étrangers à cette période en Amérique latine, spécifiquement en Argentine et au Brésil mais aussi au Mexique, concentrent près des deux tiers du flux total vers les pays en développement. L'absence ou le déficit de pouvoir des agences de régulation dans les différents secteurs a également un trait marquant de cette période (début décennie 1990 au début de la décennie 2000).

Les trois autres formes institutionnelles sont détaillées dans les points suivants.

3.2.1. Forme du rapport salarial

En Argentine, après la grave crise en 2001-2002, le gouvernement de N. Kirchner a continué à recourir à des mesures d'assistance, par exemple à certains groupes de *piqueteros*²² ou aux chômeurs avec le programme *Jefes de hogares*, alimentant par la même occasion sa base électorale et sa légitimité interne auprès de ces groupes en difficulté. Même l'augmentation annoncée du salaire minimum de 450 à 630 pesos en mai 2005 à cinq mois des élections législatives d'octobre 2005 ne devrait pas impliquer de changement significatif du pouvoir d'achat (Clarín, 2005). Le niveau de chômage demeure élevé (13% au premier semestre 2005 malgré une croissance de 8,3% sur la même période) après avoir atteint 21,5% en mai 2002. Le niveau d'informalité avait fortement augmenté depuis la crise d'hyperinflation de 1988-1989 passant de 35% en 1986 à 45% de l'emploi total dans les zones urbaines en 1989. Ce niveau se maintient pendant toute la décennie 1990 avec des pics après l'effet tequila en 1995 puis en 2001-2002 (INDEC).

Au Brésil, malgré les promesses électorales en 2002 du candidat Lula de doubler le salaire minimum d'environ 260 R\$ celui-ci n'atteint que 300 R\$ en juin 2005 (soit environ 110 euros au taux de change de 2005). Le niveau de chômage reste à un niveau élevé pour le Brésil de 9,4% en juin 2005 retrouvant son niveau de 2001 (après un maximum de 13,1% en avril 2004). Près de 50% de la population économiquement active travaille dans le secteur informel («carnet de travail» non-

ce texte à cette revue. Compte tenu des limites de place et de l'existence de très nombreux travaux sur les formes monétaires et de la concurrence, nous développerons dans cet article plus précisément la forme du rapport salarial et la forme d'adhésion au régime international et marginalement celle de la forme de l'Etat.

²² Littéralement « ceux qui font le piquet de grève ». Ces groupes de chômeurs, souvent pauvres, se sont développés depuis quelques années et constituent une force sociale non-négligeable mais souvent victime du clientélisme et d'intérêts partisans notamment péronistes mais pas uniquement. Le montant de cette «allocation» était, en 2006, d'environ 170 pesos argentins.

signé). Le programme phare de Lula lors de la campagne présidentielle de 2002, *Fome zero*, a bien permis d'atteindre quelques résultats positifs dans les régions les plus pauvres, mais la logique du *ciblage* soutenue par le Consensus de Washington demeure (Marques et Mendes, 2004). En comparant les montants alloués à ces programmes et les remboursements de la dette comme nous le verrons dans un prochain point, nous prenons la mesure des priorités du gouvernement.

Au-delà de ces programmes assistantiels, aucune remise en cause de la flexibilisation et de la précarisation du marché du travail de la décennie 1990 selon la logique libérale n'a eu lieu ni en Argentine ni au Brésil.

3.2.2. Forme d'adhésion au régime international

La forme d'adhésion au régime international et son articulation avec le type d'accumulation national a des conséquences certaines sur l'évolution des salaires et de la productivité des travailleurs nationaux tant les structures productives sont concernées.

Les discours et les gestes symboliques et diplomatiques se sont multipliés au début des mandats de Lula et Kirchner²³. Toutefois, les difficultés rencontrées dans l'approfondissement et la diversification des accords régionaux (Mercosur) et inter-régionaux (avec l'UE ou l'ALCA) à l'époque des administrations de Menem ou De la Rúa en Argentine et Cardoso au Brésil, ne se sont pas considérablement améliorées même si la récupération partielle de l'économie argentine en 2003-2005 (partielle, car le taux de croissance moyen sur la période 1999-2005 a été de 1% seulement, voir graphique 2 en annexe) et la réapparition de demande de protection par les industriels argentins de l'industrie de leur pays (électroménager, chaussure, sucre, alimentaire) contre les exportations brésiliennes ont rapidement suscité des critiques vives de la part du gouvernement brésilien dont plusieurs ministères sont détenus par des ministres-grands patrons pour lesquels les intérêts personnels se mêlent aux intérêts généraux²⁴. Le thème des *salvaguardias* (clauses de sauvegardes et de subventions aux secteurs fragilisés en cas de conflits sur conditions de concurrence) est source de vives tensions entre les deux pays comme cela étaient le cas à l'époque de D. Cavallo comme ministre de l'économie de Menem et de De La Rúa.

Que cela soit pour la nomination du candidat latino-américain à la présidence de l'OMC en 2005 ou la tentative du Brésil de postuler à une place de représentant permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, les querelles et les différends n'ont pas cessé. Ces disputes diplomatiques et commerciales ont évidemment des conséquences sur la dynamique de l'insertion internationale de ces pays pour lesquels l'ouverture non sélective se fait toujours au détriment d'une stratégie commune (par exemple d'intégration stratégique latino-américaine) qui pourrait réduire, conjointement à une politique industrielle active adéquate et concertée, l'hétérogénéité structurelle (productive et sociale) caractéristique des économies du Cône sud-américain depuis des décennies.

²³ Chacun des présidents honorant l'autre de la première visite officielle à l'étranger. De même leurs discours enflammés sur l'intégration sud-américaine des débuts de mandats mettent celle-ci au cœur des priorités de leurs gouvernements.

²⁴ Tel est le cas du ministre brésilien du Développement L. F. Furlan, président du groupe alimentaire Sadia. Voir par exemple les articles dans la Folha de São Paulo, du 10/05/2005, «Ministro Furlan é o que mais preocupa, diz dirigente industrial argentino», <http://www1.folha.uol.com.br/folha/brasil/ult96u68897.shtml>

ou dans Clarin du 14/01/2005, «El ministro de Comercio de Brasil pide que se revise el Mercosur»,

<http://impresion.clarin.com/imprimir7.jsp?pagid=903874>.

Ceci n'est en aucune manière une spécificité du Brésil ou de l'Argentine comme les « affaires » en France, en Italie ou aux Etats-Unis d'Amérique le montrent. Pour une analyse en terme d'économie politique internationale de cette classe dirigeante transnationale voir les travaux de R. W. Cox.

Dans la forme d'insertion au régime international, le thème de la dette externe et des relations avec les créanciers et les institutions internationales (FMI) est particulièrement important pour l'Argentine et le Brésil²⁵. Il serait erroné de penser que la crise de la dette se limite aux années 1980. En effet, les crises d'endettement des années 1980 ont eu des effets cumulatifs et structurels sur les économies de ces pays. Les années 1990 ont été celles de l'endettement massif du Brésil (de 123 milliards de dollars en 1990 à près de 250 milliards en 2004) et de l'Argentine (62 milliards de USD en 1990 à 167 milliards avant la restructuration de la dette en 2004 et 121 milliards après cette opération en 2005).

Depuis la déclaration de moratoire sur la dette en pleine crise économique, politique et institutionnelle de décembre 2001, l'Argentine était en *default* et pâissait d'un risque pays astronomiquement élevé (plus de 6600 points). Elle était pratiquement exclue des marchés de crédits internationaux. Depuis l'arrivée au pouvoir de N. Kirchner et sous l'impulsion de son ministre de l'économie R. Lavagna, l'Argentine a mené une campagne de restructuration de sa dette privée externe. Il importe de signaler que la dette envers les institutions financières internationales ne faisait pas partie de la renégociation. En effet, l'Argentine rembourse en temps et en heure et même de façon anticipée comme nous le verrons ci-dessous. Pour en revenir à la campagne de restructuration de sa dette privée externe, il s'agit d'un *canje* (substitution) consistant à échanger cent cinquante-deux titres publics de la dette contre trois nouveaux titres de la dette²⁶. D'un montant total de 81 milliards de dollars US, cette partie de la dette externe privée argentine ne représente plus que 41,8 milliards de USD après l'opération de mars 2005 acceptée par plus de 76,15% des détenteurs de ces titres de la dette. La renégociation de la dette s'est effectivement déroulée dans un contexte de rupture avec les administrations précédentes et de confrontation avec le FMI, mais le résultat en terme d'accroissement de marge de manœuvre et de capacité à casser la relation structurelle de dépendance avec les institutions financières internationales est un échec. En effet, à l'issue du *canje*, des fonds « pourris » (*fondos buítrés*) ont fait leur apparition en tentant de passer en justice pour freiner l'opération du *canje* de la dette sans toutefois y parvenir. Le FMI et les gouvernements des pays du Centre ont fait pression sur l'Argentine pour qu'elle accepte de traiter avec les 24,86% des détenteurs de titres remplacés qui n'ont pas voulu accepter l'offre du gouvernement argentin²⁷. Au terme de ce rapport de force (*canje*, pressions, mise en justice) l'objectif ne consistait qu'à pouvoir reprendre les négociations avec le FMI. On comprend que l'Argentine est loin d'être sortie de ce cercle vicieux²⁸.

Dans le cas du Brésil, le Plan Real a atteint la stabilisation macro-économique au prix d'un accroissement fort de l'endettement public (de 150 milliards de USD en

²⁵ Le thème de la dette et des institutions internationales renvoie à une étude que nous réalisons dans le cadre de l'Observatoire International de la Dette (OID-IOD) au sein du Grupo de Estudos e Pesquisa em Conjuntura de l'Universidade Federal do Espírito Santo, Vitória, Brésil. Voir (Saludjian et alii, 2005)

²⁶ Bônus Par, Bônus Desonto (taux d'intérêt annuel de 8,28%), Bônus Cuasi-Par (taux d'intérêt annuel de 3,31%) à échéance en 2038, 2033 et 2045 respectivement, avec un début d'amortisation en 2029, 2024 et 2036 respectivement. Source : Ministère de l'économie : <http://www.mecon.gov.ar/>

²⁷ De plus, les créanciers de ces bons sont en majorité des Argentins (38,4%), Italiens (15,6%) Suisses (10,3%), Etasuniens (9,1%), Allemands (5,1%) et Japonais (3,1%).

²⁸ De plus, en consentant à la restructuration d'une dette en grande partie illégale et illégitime, l'Argentine perd l'opportunité de dénoncer une dette héritée par des pratiques frauduleuses de la dernière dictature militaire et déjà entérinée par le gouvernement de R. Alfonsín et C. Menem. Le journaliste argentin A. Olmos a entamé à la fin des années 1980 une procédure judiciaire afin de dénoncer le caractère illégal et illicite de la dette durant la fin de la dictature militaire. Sa recherche connue sous le nom de « caso Olmos » pour lequel la justice a donné son appui. Rien n'a été fait pour que soient appliquées les décisions de justice. Ces recherches et les documents sont compilés par l'auteur dans (Olmos, 1989).

1994 à plus de 250 milliards de USD en 1998 avant la dévaluation du Real soit une augmentation de 100 milliards de USD en 5 ans !). Les paiements des services de la dette n'ont jamais été effectués avec autant de zèle passant de 16 milliards de USD en 1994 à 50,2 milliards en 2004 (8,5% du PIB et plus de 50% des exportations). La quasi-totalité de l'excédent commercial (de 33,6 milliards de USD en 2004) sert à gonfler les réserves de la Banque Centrale (52 milliards de USD en 2004 soit près de 9% du PIB) pour payer la dette et être crédible auprès du FMI et des marchés financiers.

En mars 2005, la non-rénovation de l'accord avec le FMI en apparence rupture avec les décisions antérieures était annoncée par Lula comme une grande victoire et un gage d'une plus grande autonomie externe. Selon lui, le Brésil était capable, seul cette fois, de maintenir la stabilité des prix par la rigueur monétaire de la Banque Centrale (via une politique de cible d'inflation et de taux d'intérêt directeur nominal très élevé de près de 20%) et de dégager un excédent primaire supérieur même aux exigences du FMI²⁹. On apprenait cependant à peine deux mois après l'annonce de cette « rupture » que le FMI avait placé le Brésil dans un monitoring post-accords³⁰. Le Brésil se voyait ainsi obligé de recevoir deux fois par an, une équipe d'experts du FMI afin qu'ils évaluent les fondamentaux et la capacité du Brésil à rembourser les 22,5 milliards de USD qu'il lui doit. L'objectif affiché des PPM est de renforcer la prévention des crises dans les pays membres qui ont des dettes avec le Fonds, mais n'ont plus d'accord en cours avec l'institution. Les candidats aux PPM sont les pays qui ont une dette avec le FMI excédant 100% de son quota auprès de l'institution. Avec une dette vis-à-vis du FMI de 15,35 milliards de DTS (soit 505 % des 3,03 milliards en DTS de quota³¹), le Brésil entrait dans ce « club restreint » de pays comprenant l'Indonésie, la Jordanie, les Philippines.

La conclusion de tout ce rapport de forces autour de la dette et de la supposée autonomie retrouvée, largement relayé par les médias et les gouvernements respectifs, a été le remboursement anticipé par les deux pays en décembre 2005 avec quelques semaines de différence de toute leur dette envers le FMI soit 15,5 et 9,8 milliards de DTS respectivement pour le Brésil et l'Argentine (Katz, 2005) et (Marchini, 2005). L'indépendance passerait donc par... le paiement de la dette auprès des créanciers internationaux.

3.2.3. Forme de l'Etat

Selon les travaux de Fukuyama (2005), l'Etat devrait se concentrer sur un nombre plus réduit de secteurs apparemment pour être plus efficace. Ainsi, la tendance est à un amenuisement des fonctions de l'Etat dans le secteur des politiques industrielles, en grande partie laissées au marché via les Partenariats Public-Privé, et à un ciblage des fonctions de l'Etat sur le social. Soit l'inverse de ce que l'on a pu connaître en Amérique latine durant la période 1950-1970 (Salama, 2006, p. 113 et s.). Selon cette approche, l'Etat peut « être utile » mais principalement pour clarifier les règles du jeu

²⁹ Ce point renvoie à la réflexion de M. Adam : « Le phénomène d'aliénation se présente aujourd'hui dans le Tiers Monde comme affiliation à un code de reconnaissance universel. Le fait qu'il soit accepté comme langage véhiculaire avec des partenaires prestigieux signifie que les mécanismes d'exploitation sont auto-entretenus sans le recours nécessaire à des instruments de pression extérieurs. De cette façon, il se révèle comme le stade ultime de la domination. Celui où les victimes sont les acteurs désirants de leur condition » (M. Adam, 1980, p. 158).

³⁰ PPM (Post-Program Monitoring). Voir la résolution du FMI du 11 mai 2005, <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/051105.htm> ainsi que l'article de la Folha de São Paulo du 23/06/2005, « FMI monitora país apesar de fim de acordo », <http://www1.folha.uol.com.br/folha/dinheiro/ult91u97547.shtml>. Pour un bilan de ces rapports, voir FMI (2006).

³¹ En USD, la dette à l'égard du Fonds est de 22,5 milliards contre un quota auprès du fonds de 4,86 milliards.

et pour permettre au marché d'agir efficacement. Ce dernier point renvoie ainsi à certains travaux de la Banque mondiale (1997).

Dans les deux pays, la continuité (il est vrai sous des modalités différentes largement conditionnées par les idiosyncrasies des pays) de la logique de la dette a des conséquences sur le type de régime d'accumulation et tend à renforcer le caractère excluant et inégal de celui-ci. Ceci tend à consolider la relative continuité des politiques depuis les prises de pouvoir de Lula et Kirchner. La situation économique, sociale et politique était certes difficile notamment en Argentine. Néanmoins, ces conditions difficiles de crise ou de stagnation ne peuvent pas pour autant exonérer les décisions politiques de continuité du régime d'accumulation excluant qui ont été prises depuis 2003. Comme le note (Giraldo, 2006), il importe de mettre en relation les priorités et les budgets respectifs qui leur sont alloués d'une part pour assurer les « grands équilibres macro-économiques de l'économie » (stabilité, politiques monétaires restrictives, paiement de la dette, bonne réputation dans le système financier international, etc.) et d'autre part les politiques sociales assistantielles peu coûteuses en valeur, mais très « rentables » en terme électoral.

Conclusion

Depuis 2003, ni le gouvernement partido justicialista (PJ) péroniste de N. Kirchner en Argentine, ni le gouvernement du Parti des Travailleurs de Lula au Brésil n'ont amené un changement en profondeur du régime de croissance largement excluant et potentiellement instable. Lors de sa réélection en octobre 2006, le Président brésilien n'a à aucun moment indiqué un quelconque fléchissement de sa politique économique. Ces éléments nous amènent à conclure plus à une crise de mode régulation qu'à une crise de régime d'accumulation en suivant les catégories définies dans (Boyer, 2004, p. 77).

Cet article sur la croissance excluante s'inscrit dans un travail plus large qui met en résonance la volatilité macro-économique et la vulnérabilité sociale (Saludjian, 2006). Nous avons montré que le régime de croissance qui a prévalu dans le Mercosur n'a pas profité aux salariés qui n'ont pas vu leurs rémunérations suivre les évolutions positives, mais volatiles de la croissance du PIB et constante de la productivité du travail. C'est en ce sens que ce régime d'accumulation est excluant. Les réformes libérales et la non-activation du filet de sécurité régional du Mercosur ont contribué à accroître l'insécurité économique et ce, à travers la volatilité et les crises systémiques qui ponctuent la période 1991-2003 (Saludjian, 2005-2). Les élections de Lula et de Kirchner n'ont pas été en mesure de constituer un changement de régime dans leur pays, même si certaines ruptures à la marge ont été entreprises.

L'étude au niveau global de la volatilité et du marché du travail et des salaires cache la spécificité des différents secteurs productifs et des caractéristiques de la main-d'œuvre qui y travaille. Le mode d'insertion dans l'économie mondiale et les marchandises qui vont y être vendues, le caractère qualifié ou non-qualifié de la main-d'œuvre qui les produit influence beaucoup les performances macro-économiques, mais aussi les conditions sociales des travailleurs dans les différents secteurs.

Ainsi à partir de (Lautier, 2003), (Salama, 2003) et (Saludjian, 2006), nous pouvons affirmer qu'en Argentine et au Brésil, la vulnérabilité sociale s'est accrue montrant l'inefficacité de ce type d'intégration régionale libérale à constituer un filet de sécurité régional capable de pallier les effets négatifs de la libéralisation économique et financière sur les classes les plus fragiles.

On peut alors conclure que si les années 1970 ont été celles de la « décennie perdue en termes politiques » en raison des régimes dictatoriaux libéraux et sanglants, les années 1980 celles de la « décennie perdue en termes de croissance », selon l'expression consacrée par la CEPAL, les années 1990 ont été celles de la « décennie

perdue au niveau social ». Comme le souligne la CEPAL, «la vulnérabilité sociale due à la qualité de l'emploi, du capital humain, des relations sociales et de la rareté, mais aussi de la perte de capital dans les micro et petites entreprises est devenue le trait essentiel de la société latino-américaine de ce début de siècle » (CEPAL, 2001, p.51).

Bibliographie

Adam M. (1980), « La Contre-Culture Coca-Cola, le Mirage des Objets et la Dépendance du Consommateur dans le Tiers Monde », *L'Homme et la Société*, vol. 55-58, p.141-160.

Banque mondiale (1997), *The Role of Government and the Private Sector in Fighting Poverty*, World Bank Technical Paper n° 346, Washington DC.

Basualdo E. (2001) *Sistema Político y modelo de acumulación en la Argentina*, Ed. Universidad Nacional de Quilmes, Bernal.

Bourbonnais R. (1998), *Econométrie*, Dunod, Paris.

Boyer R. (2004), *Théorie de la régulation*, éd. La Découverte, Paris.

Boyer R. et Neffa J. C. (2004), *La economía argentina y su crisis (1976-2001)*, éd. Miño y Dávila, Buenos Aires.

Bruno M. (2005), *Crescimento economico, mudanças estruturais e distribuição. As transformações de regime de acumulação no Brasil*. Thèse miméo, UFRJ (Brésil) et EHESS (France).

Cacciamali M. C. (2002), «Liberalización económica y derechos fundamentales en el trabajo en América Latina», in Cacciamali M.C., C. Banko et A. Kon, *Los desafíos de la política social en América Latina*, Caracas: FACES-UCV/PUCSP/PROLAM-USP.

CEPAL (2004), *Desarrollo productivo en economías abiertas*, Santiago du Chili, Site Internet.

CEPAL (2003), *Une décennie d'ombres et de lumières. L'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90*, Santiago du Chili, Site Internet.

CEPAL, *Panorama Social de América Latina*, Santiago du Chili. Plusieurs numéros. Site internet www.eclac.org.

Chesnais F. (2004) *La finance mondialisée. Racines sociales et politiques, configuration, conséquences*, Ed. La Découverte, textes à l'appui/économie, Paris, 269 pages.

Clarín, divers numéros, www.clarin.com

Dedecca C. (2001), «Mercosul: Limites e Perspectivas», in MTE (2001), ouvrage cité.

Dias David M. (2001), *Dynamique et permanence des exclusions sociales au Brésil. L'économie des pauvretés, des inégalités et de l'accumulation des richesses dans le Brésil contemporain*, thèse, Université Paris 13, 603 pages. Publiée aux éditions L'Harmattan en 2003.

FMI (2006), « IMF Executive Board Concludes 2006 Article IV Consultation with Brazil », site internet <http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2006/pn0669.htm> juin 2006.

Folha de São Paulo, divers numéros, www.folha.com.br

Frenkel R. et Golzalez Rozada M. (2001), «Apertura, productividad y empleo. Argentina en los años 1990», OIT, www.ilo.org .

Fukuyama F. (2005), *State Building*, Ed. Profile Books, New York.

Giraldo C. (2006), *Protección Social y Poder Financiero*, thèse de doctorat, miméo, Université Paris 13.

Gonçalves R. (2004), «Continuidade, Antiliberalismo instrumental e ruptura. Lições

da Argentina para o Brasil», *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política*, n° 14, juin, pp. 135-147, Ed. 7 Letras, Rio de Janeiro.

Granger, C. (1969) «Investigating Causal Relations by Econometric Models and Cross-Spectral Methods», *Econometrica*, N°37, p. 424–438.

Indec , www.indec.mecon.ar

IPEAdata , www.ipea.org.br

Kalecki M. (1939), «Salários Nominais e Reais», in M. Kalecki (1977), *Crescimento e Ciclo das economias capitalistas*, série d'articles coordonnée par J. Miglioli, Serie economia & planejamento, Ed. Hucitec, São Paulo, 319 pages.

Katz C. (2005), «*Los efectos del pagarle al Fondo*», http://www.oid-ido.org/article.php3?id_article=297 déc. 2005.

Katz J. (2001) *Structural reforms, productivity and technological change in Latin America*, Libros de la CEPAL n° 64, Santiago du Chili, 143 pages.

Katz J. et Stumpo G. (2001) «Regímenes competitivos sectoriales, productividad y competitividad internacional», *Serie Desarrollo productivo n° 103 de la CEPAL*, Santiago du Chili.

Lautier B. et Marques-Pereira (Coord.) J. (2004), *Brésil-Mexique. Deux trajectoires dans la mondialisation*, Éditions Karthala, mai 2004.

Lautier B. (2003), « Une protection sociale mutualiste et universelle en Amérique Latine: la condition de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté, in Salama P., Marques-Pereira J. et Lautier B., (2003) article cité.

Lindenboim J. et González M. (2003), « *El neoliberalismo al rojo vivo: mercado de trabajo en Argentina* », miméo , 2003.

Lustig N. (1999), «Crises and the poor: Socially responsible macroeconomics», Presidential Address Sept., Washington DC, BID.

Marchini J. (2005), « *Argentina y el FMI ¿ Pagar para liberarse ?* », http://www.oid-ido.org/article.php3?id_article=292, déc. 2005.

Marques, R. et Mendes A., (2004) «O governo Lula e a contra-reforma previdenciária », *São Paulo em Perspectiva*, v. 18, n. 3, p. 3-15, São Paulo.

Marques-Pereira J. (2003), «La crédibilité d'une politique anti-cyclique en Amérique Latine: Les imperfections des marchés financiers à l'aune d'un déséquilibre externe structurel», in Salama P. et Alii (2003), article cité.

Mortimore M., Vergara S. et Katz J. (2001) « La competitividad internacional y desarrollo nacional: implicancias para la política de Inversión Extranjera Directa (IED) en América Latina», *Serie productivo n°107*, Santiago du Chili.

MTE (Ministerio do Trabalho e Emprego) (2001), *Observatório do Mercado de Trabalho do Mercosul, Boletim da Seção Brasileira*, Ano 1, n°1, Juin, MTE, Brasília.

Olmos A. (1989), *Todo lo que Ud quiso saber sobre la deuda externa y siempre se lo ocultaron. Quienes y cómo la contrajeron*, Ed. Continente, Buenos Aires, 287 pages. 1^{ère} édition 1989, 4^{ème} édition en 2004.

Pagina 12, divers numéros, site internet www.pagina12.com.ar.

Paulani L. M. (2003), «Brasil Delivery: a política econômica do governo Lula», *Revista de Economia Política*, v. 23, n. 4, São Paulo, p. 70-91.

Pizarro R. (2001) «La vulnerabilidad social y sus desafíos: una mirada desde América

Latina», *Serie Estudios estadísticos y prospectivos* n°6, División de estadística y Proyecciones Economicas de la CEPAL, Fev., Santiago du Chili.

Rodrik D. (2001), «Por que hay tanta inseguridad económica en América Latina?», *Revista de la CEPAL* n°73, avril, Santiago du Chili.

Rosier B. (2003), *Les théories des crises économiques*, 5^{ème} édition établie par P. Dockès, Ed. La Découverte, Paris.

Salama P., Marques-Pereira J. et Lautier B. (2003), «*Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine*», série financiamiento del desarrollo, Santiago du Chili.

Salama P. (2006), *Le défi des inégalités. Amérique latine/Asie, une comparaison économique*, La Découverte, Paris.

Salama P. (2000), «Globalisation, inégalités territoriales et salariales», in *Revue Tiers-Monde*, n° 164, p. 749-773, PUF, Paris.

Salama P. (1996), «La financiarisation excluante : les leçons des économies latino-américaines», in Chesnais F. (Coord.), (1996), *La Globalisation financière : Genèse, coûts et enjeux*, La Découverte-Syros, Paris.

Saludjian A. (2006), *Pour une Autre Intégration Sud-Américaine : Critiques du Mercosur Néo-libéral*, Editions L'Harmattan, Collection Recherches Amérique latine, Paris, 276 pages.

Saludjian A. (2005-1), «De los ciclos económicos a la volatilidad macroeconómica : el aporte de M. Kalecki», miméo, 19 pages. Présenté au 5^{ème} Coloquio Latino-Americano de Economistas Políticos, UNAM-SEP-EDI, México.

Saludjian A. (2005-2) «Critiques du Régionalisme ouvert à partir de l'économie géographique appliquée au Mercosur», in *Journal of Latin American Geography* (JLAG), Vol. 4, Number 2, pp. 77-96, University of Texas Press, Etats-Unis d'Amérique.

Saludjian A., (2004) «Trajectoires de Croissance et Volatilité Macro-économique dans le Mercosur: Quelques Eléments d'Analyse Empirique», in *Revue Tiers-Monde* n°179, Juillet-Sept. , pp. 595-615, Ed. PUF, Paris.

Saludjian A., Almeida G. et Salles F. (2005), «Relatorio n°1 para o Observatorio Internacional da Dívida (OID): A dívida externa brasileira», miméo, Universidade Federal do Espirito Santo, Vitória, Brésil. Diponible sur le site internet : www.oid-ido.org

Stallings B. et Peres W. (2000) *Crecimiento, empleo y equidad, El impacto de las reformas económicas en América Latina y el Caribe*, FCE-CEPAL, Santiago du Chili.

Williamson J. et Kuczynski P-P (Coord.), (2003), *After the Washington Consensus, Restarting Growth and Reform in Latin America*, Ed. Institute for International Economics. Washington D.C. mars.

Wood A. (1997), «Openness and wage inequality in developing countries: the Latin America challenge to East Asian conventional wisdom», in *World Bank Economic Review* Vol. 11, n°1, Washington D.C.

Zaiat A. (2005), «Buena Moneda; una burla», Pagina 12, www.pagina12.com.ar, Buenos-Aires Argentine.